Obs'COP 2026

observatoire international
climat et opinions publiques



Records de chaleur, crise pétrolière : quels impacts sur l'opinion et les comportements des citoyens à travers le monde ?

L'année 2026 restera marquée par un enchaînement d'événements exceptionnels : records de températures sur plusieurs continents, fortes chaleurs en Europe, sécheresses prolongées et tensions géopolitiques ayant entraîné une nouvelle flambée des prix du pétrole et du gaz. Dans ce contexte, l'Obs'COP 2026, réalisé dans 30 pays représentant près des deux tiers de la population mondiale, mesure la façon dont les opinions publiques perçoivent désormais le changement climatique et les réponses à y apporter.

L'étude met en lumière un enseignement important : alors que la réalité du changement climatique est de moins en moins contestée, les citoyens attendent à la fois des mesures pour en limiter les causes et pour s'adapter à ses conséquences. Ils veulent poursuivre les efforts de décarbonation, à condition qu'ils bénéficient à leur pouvoir d'achat, tout en se préparant dès maintenant à vivre avec les effets d'un phénomène devenu tangible dans leur quotidien.

I. Le changement climatique est brutalement devenu une réalité vécue, mais il peine toujours à s'imposer comme priorité absolue

1/ Des expériences climatiques de plus en plus tangibles, mais qui ne suscitent pas une montée de l'inquiétude

L'un des constats les plus marquants de l'édition 2026 est l'ampleur de l'expérience concrète du changement climatique. Dans les faits, tout d'abord : le mois d'août 2026 est le mois le plus chaud jamais enregistré sur la planète. Dans les perceptions, ensuite : les canicules et fortes chaleurs sont de loin, cette année, le phénomène climatique le plus fréquemment observé par les populations. Un phénomène en forte progression qui touche près de sept personnes sur dix à l'échelle mondiale et atteint un niveau particulièrement élevé en Europe, où canicules et sécheresses se cumulent davantage qu'ailleurs. En France, 85% des citoyens déclarent avoir subi des épisodes de fortes chaleurs au cours des dernières années (soit une hausse de 12 points par rapport à 2025) et 66% des sécheresses (+22 points), des niveaux records depuis le lancement du baromètre.

Cette intensification des évènements climatiques extrêmes a un impact paradoxal sur les représentations. D'un côté, la certitude de vivre un changement climatique progresse en Europe, et en France elle concerne désormais 60% de la population – un record. Pour autant, l'exposition accrue aux événements climatiques n'entraîne pas une hausse proportionnelle de l'inquiétude. En effet, malgré l'été exceptionnel de 2026, les niveaux de préoccupation vis-à-vis du changement climatique progressent relativement peu, y compris dans les pays très exposés comme les pays du sud et de l'ouest de l'Europe. Il n'y a donc pas d'automaticité entre l'exposition réelle ou ressentie des individus, et l'impact émotionnel qu'elle provoque.

La deuxième surprise est que les populations ne dramatisent pas davantage cette année les conséquences à venir du changement climatique. À l'échelle mondiale, 55% pensent qu'elles seront principalement négatives (stable / 2025) ; en France, le score est équivalent (57%) mais il progresse de 3 points. Rien qui ne témoigne malgré tout d'un électro-choc de l'opinion, soudainement convaincue que les évènements de cette année seraient appelés à se multiplier.

2/ Une préoccupation forte pour le changement climatique, mais concurrencée par les urgences économiques

Le deuxième enseignement majeur est la progression régulière, depuis 2024, des préoccupations économiques face à l'urgence climatique en Europe et en France.

À l'échelle mondiale, le changement climatique progresse dans la hiérarchie des préoccupations mais reste largement devancé par le coût de la vie. Cette concurrence des priorités, qui est aussi une concurrence des échelles de temps, apparaît encore plus clairement lorsqu'il faut arbitrer entre environnement et croissance économique. Alors qu'une majorité relative de citoyens dans le monde continue de privilégier l'environnement, l'Europe est désormais partagée à égalité entre les deux options. Pour la première fois en France, la croissance économique et l'emploi passent même devant la protection de l'environnement.

Autrement dit, les événements climatiques de 2026 n'ont pas provoqué de remobilisation environnementale massive. Les citoyens semblent davantage intégrer le changement climatique comme une contrainte supplémentaire venant s'ajouter à d'autres préoccupations, plutôt que comme l'enjeu dominant devant structurer toutes les politiques publiques.

II. Les populations ne choisissent pas entre l'adaptation et l'atténuation : les deux logiques doivent irriguer les politiques publiques

1/ Une demande d'adaptation à la fois de court terme et de long terme

Les événements climatiques ne sont plus perçus comme des risques futurs uniquement, ils sont une réalité qui appelle à des actions d'adaptation sans délai. Cette évolution se traduit par une attente forte de mesures permettant de protéger les populations contre les vagues de chaleur, les sécheresses ou les inondations.

L'étude révèle toutefois que les répondants ne réduisent pas l'adaptation à une logique technologique de court terme. Face aux fortes chaleurs, ils privilégient largement les solutions structurelles telles que l'isolation des bâtiments, la végétalisation des villes ou l'aménagement urbain plutôt qu'un recours massif à la climatisation. Ce qui ne les empêche pas d'avoir déjà ou de souhaiter s'équiper à plus ou moins long terme d'une climatisation (70% à l'échelle mondiale, 60% en France), bien qu'ils soient parfois freinés par le coût ou les contraintes du logement.

2/ La limitation du changement climatique n'est pas sacrifiée au profit de l'adaptation

C'est sans doute l'un des enseignements majeurs de l'édition 2026 : alors que le débat public de cet été s'est focalisé sur l'enjeu de l'adaptation des logements et des équipements publics aux canicules, les citoyens restent équilibrés dans leurs priorités entre adaptation et atténuation. Lorsqu'ils doivent arbitrer l'affectation des ressources d'un « budget climatique », ils privilégient majoritairement une combinaison des deux approches. Il n'en demeure pas moins que l'adaptation, perçue comme prioritaire en France par 49% (et importante par 44%), doit désormais faire partie du répertoire de l'action publique.

Cette convergence traduit une évolution de la perception du changement climatique. Les citoyens considèrent simultanément que ses effets sont déjà suffisamment visibles pour justifier des politiques d'adaptation ambitieuses et qu'il demeure indispensable d'agir sur les causes du phénomène.

Autrement dit, l'apparition d'une culture de l'adaptation ne correspond pas à une forme de renoncement climatique. Elle reflète plutôt une prise de conscience de la nécessité d'agir sur deux horizons de temps : se protéger aujourd'hui tout en limitant les risques futurs.

III. Les citoyens soutiennent l'électrification des usages, à condition qu'elle bénéficie aussi à leur pouvoir d'achat

1/ L'électrification des usages est perçue comme une réponse aux défis énergétiques et climatiques

Dans un contexte marqué par les événements climatiques extrêmes, la crise pétrolière et l'anticipation d'une hausse durable des prix de l'énergie, l'électrification des usages conserve un niveau élevé d'adhésion. D'ailleurs, les intentions d'acquérir un véhicule électrique ou une pompe à chaleur progressent fortement, notamment en France et en Europe.

En France comme dans le monde, les citoyens considèrent majoritairement que l'électrification des usages constitue une réponse aux défis énergétiques et environnementaux. En France, l'électrification est d'abord associée à un renforcement de l'indépendance énergétique, une attente particulièrement forte depuis les récentes crises énergétiques (2022, 2026). Ailleurs dans le monde, c'est la non-pollution de l'air qui apparaît comme le principal bénéfice, devant les considérations climatiques et de santé. Une pluralité d'effets positifs, donc, y compris une meilleure indépendance énergétique très valorisée dans des pays du Sud comme le Nigeria, l'Indonésie, la Chine, l'Inde…

Néanmoins, si les bénéfices environnementaux et énergétiques de l'électrification sont largement reconnus, son impact sur le pouvoir d'achat suscite davantage d'interrogations, notamment en Europe, aux Etats-Unis et au Canada. Les pays du Sud, au contraire, anticipent davantage des effets bénéfiques sur leur budget personnel. Or, c'est précisément la perspective d'économies qui apparaît comme le principal levier de passage à l'action.

2/ Les consommateurs franchissent avant tout le pas de l'électrification pour réaliser des économies

Effectivement, la perspective de réduire ses dépenses de carburant constitue de loin la première motivation d'achat d'un véhicule électrique, bien devant les considérations environnementales. Ce fait explique probablement la progression des intentions d'acquisition observée cette année dans un contexte de hausse des prix des carburants. Le constat est similaire pour la pompe à chaleur, dont l'adoption est avant tout motivée par les économies attendues sur la facture énergétique et les aides financières disponibles, et non pas par la protection de l'environnement. C'est d'ailleurs l'enseignement clé de cette étude : les solutions d'électrification des usages ne seront durablement acceptées et adoptées par les citoyens que si elles contribuent aussi à améliorer leur pouvoir d'achat.

Pour autant, les principales solutions d'électrification continuent de se heurter à des freins importants. Le coût d'acquisition demeure le premier obstacle à l'achat d'un véhicule électrique, devant les questions d'autonomie ou de durée de vie des batteries. Ainsi, malgré son intérêt économique, la voiture électrique continue de susciter davantage de réserves en Europe, et plus encore en France. Les Français et les Européens sont même de plus en plus opposés à l'interdiction de la vente de véhicules thermiques d'ici 2035. En parallèle, si la pompe à chaleur bénéficie d'une image globalement positive et apparaît comme l'une des solutions les plus consensuelles, son coût d'acquisition et d'installation reste également l'une des principales barrières à son déploiement.

Ces résultats soulignent ainsi un paradoxe : les citoyens sont prêts à adopter ces technologies lorsqu'elles permettent des économies substantielles, mais les coûts initiaux continuent d'alimenter les doutes sur leur intérêt économique réel. D'autant que certains citoyens craignent que le prix de l'électricité n'augmente une fois que tout le monde sera passé à l'électrique... Ces éléments confirment alors l'importance de poursuivre les efforts de pédagogie sur les bénéfices financiers de ces équipements et de maintenir dans la durée des dispositifs d'accompagnement adaptés.

3/ Produire une électricité décarbonée et souveraine : un consensus autour des renouvelables, complété par le nucléaire

Au-delà des usages, les citoyens expriment également des préférences claires concernant les modes de production d'électricité. Les énergies renouvelables demeurent de loin les technologies les plus plébiscitées et s'imposent comme les principales énergies d'avenir dans la plupart des pays.

Parallèlement, le soutien au nucléaire continue de progresser. Cette énergie est de plus en plus reconnue comme un levier permettant de concilier trois objectifs majeurs : la lutte contre le changement climatique, l'indépendance énergétique et la sécurité d'approvisionnement. En France comme dans de nombreux pays, elle s'installe désormais durablement parmi les solutions d'avenir jugées nécessaires pour produire une électricité à la fois décarbonée, abondante et souveraine.

Retrouver l'intégralité des résultats de l'observatoire sur : www.edf.fr/observatoire

À propos de cette étude

Enquête Ipsos bva pour EDF menée du 24 août au 1er octobre 2026 auprès de 26 500 personnes interrogées dans 30 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Pologne, République Tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Turquie. Enquête réalisée auprès d'échantillons représentatifs de la population âgée de 16 ans et plus dans chaque pays. Méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge, à la profession, à la région et à la catégorie d'agglomération. En France, 2000 personnes représentatives de la population française âgée de 16 ans et plus ont été interrogées.